

**Stephen Haseler, *Super State. The New Europe and its Challenge to America*, Londres, I. B. Tauris, 2004.**

Alors que les éditorialistes brocardent une Europe en crise et observent la montée d'une vague d'euro-pessimisme, l'ouvrage de Stephen Haseler tombe à point nommé. Cet universitaire anglais développe un discours fort sur l'Europe, porteuse selon lui d'une vision du monde alternative à celle des néoconservateurs qu'il a cotoyés pendant les années 1970 et 1980. Si les mots-clés à Washington ont été, dans les années 1990, « hégémonie » et « domination globale », l'Europe pourrait bien contrarier cet agenda en formant un nouveau pôle international, notamment sous l'impulsion franco-allemande.

#### *L'Europe : les voies de la puissance*

Comme l'observe l'auteur, l'Europe ne s'est pas construite par la force, mais par des voies pacifiques : l'UE s'avère donc être la plus intégrée des unions à venir. Elle ne peut proposer de discours international fondé sur un quelconque « exceptionnalisme », ce qui ne signifie pas qu'elle n'ait pas un « grand récit géopolitique » à offrir. Celui-ci repose avant tout sur la capacité qu'elle a eu à surmonter les affres de la « guerre civile européenne » (1914-1945).

« *L'unité dans la diversité* » est à la fois la devise de l'Europe et le défi constant pour cette communauté de projet. Afin de devenir une superpuissance (qu'elle est déjà dans certains domaines), l'Europe devra surmonter un certain nombre de divisions internes, probablement moins nombreuses qu'on ne l'affirme usuellement. En effet, l'Europe est diverse, et certains opposent « vieille Europe » et « nouvelle Europe », ou encore « Europe européenne » et « Europe américaine ». De ce point de vue, la crise en Irak ne marque toutefois pas tant une division entre deux Europes qu'une forte homogénéité des opinions publiques, favorables à une politique de contrebalancement de la puissance américaine. Et il est possible qu'avec le temps, l'attraction des Etats-Unis sur les nouveaux entrants, en termes militaires, se trouve équilibrée, voire renversée par l'attraction économique et monétaire.

En effet, les divergences euro-américaines ne se limitent pas aux aspects socio-culturels ; elles se sont mêmes accumulées récemment, concernant tant la guerre en Irak que

la politique au Moyen-Orient en passant par la politique commerciale. L'Europe dispose aujourd'hui des atouts du *soft power* (en un mot, de la capacité de persuasion) – notamment dans le domaine commercial où le commissaire européen est un acteur influent. Sa population (450 millions de personnes), son économie (le plus grand marché du monde), ainsi que l'euro font de l'UE une superpuissance en devenir.

Face à une Amérique qui a recherché la division de l'Europe, en traitant avec des pays séparés, l'UE ne reste pas inerte. De ce point de vue, le conflit en Irak n'a pas confiné l'Europe dans ce rôle de victime passive de ses propres divisions, puisque contre toute attente, il a servi de catalyseur de changements plutôt que de fossoyeur d'ambitions communes. Ainsi, la réunion de mai 2003, qui rassemble la France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg, a permis des progrès en matière de défense, tant sur le plan de la réflexion stratégique que sur la question des capacités militaires.

Elle a aussi marqué la volonté d'un Etat européen à se dresser contre les Etats-Unis sur un dossier international majeur, allant même jusqu'à faire campagne pour soutenir une position concurrente. Le moteur franco-allemand, que Stephen Haseler désigne sous le sobriquet de « *Charlemagna* », ne doit pas avoir peur de faire avancer le projet européen. Ces deux pays, forts de 140 millions d'habitants et d'une position centrale en Europe, forceront la Grande-Bretagne à les accompagner, de peur d'être marginalisée ou d'assister à l'avènement d'un *hegemon* continental, hantise britannique depuis plusieurs siècles.

L'absence d'un centre peut en effet produire des effets négatifs comme lors du sommet de Panama de 1826 en Amérique Latine, où l'absence d'un centre argentino-brésilien a empêché les progrès de l'organisation.

Disposer d'un centre ne signifie toutefois pas centralisation. En effet, l'UE ne prélève pas de taxes autres qu'indirectes, et son budget dépasse à peine 1% du PIB européen. Ensuite, elle ne dispose que d'une petite bureaucratie de 13000 personnes. Enfin, à ceux qui lui reprochent l'absence de séparation des pouvoirs dans son fonctionnement institutionnel, l'UE peut répondre qu'elle est soumise à un régime de « poids et contrepoids », ou « *check and balances* », entre la Commission, le Parlement, le Conseil et la Cour Européenne de Justice.

### *Vers une grande stratégie européenne en Eurasie ?*

Au-delà de ces quelques mises au point, la réelle innovation de l'auteur réside sans doute dans l'analyse stratégique de l'Europe-puissance, qui doit se concentrer, selon lui, sur

une grande politique eurasiatique. Après tout, l'Eurasie englobe les trois quarts de l'humanité et des ressources naturelles, ainsi que 70% du PIB mondial. Or, il n'est pas exclu, à l'avenir, que les intérêts européens divergent, plus ou moins nettement, des intérêts américains. Dans cette compétition, les Européens ont l'avantage de la proximité, mais patissent d'un retard dans le domaine des bases militaires et d'une moindre cohérence dans la direction. L'instabilité en Irak, de ce point de vue, est extrêmement nuisible aux intérêts européens, sans doute plus qu'à la population américaine.

Le principal intérêt européen en Eurasie repose sur la stabilité du *rim* (espace intermédiaire) eurasiatique sud : Turquie, Israël, Moyen-Orient, Iran, Irak et espace post-soviétique. Sans cette stabilité, l'Europe s'expose à des dangers majeurs, pour son approvisionnement en ressources énergétiques, mais aussi en termes de terrorisme et de déséquilibres migratoires. Elle doit donc mener une politique prudente, d'autant plus que la « guerre contre le terrorisme » la met en première ligne, tant pour sa proximité géographique que par la présence de ses minorités. Les « Etats voyous » doivent être considérés pour ce qu'ils sont, des acteurs prévisibles, et l'Europe doit alors mener à leur égard une politique mêlant endiguement (limiter leur influence) et dissuasion (fondée sur sa crédibilité d'acteur stratégique).

Le *rim* eurasiatique pose inévitablement la question de la relation entre le monde musulman et l'Europe, douloureusement marquée, entre autres, par les croisades et le colonialisme. De ce point de vue, l'Europe doit effectuer un rapprochement avec la Russie, qui fait face aux mêmes problèmes, afin de devenir le principal acteur d'une région qui est à sa frontière. Ce partenariat à venir avec la Russie comprendra nécessairement la question de la sécurité énergétique de l'Europe, puisque les réserves russes, tant en gaz qu'en pétrole, lui permettraient de se mettre à l'abri.

### *L'UE comme acteur stratégique*

Concrètement, l'élaboration de la *Stratégie européenne de sécurité*, adoptée le 13 décembre 2003, marque un grand progrès dans la prise de conscience de cet impératif stratégique. Elle se démarque de la doctrine américaine par sa prudence, rappelant que le problème des « Etats voyous » ne se résoudra pas par la seule voie militaire, mais réclame aussi un traitement économique. L'Amérique néoconservatrice s'appuie sur une rhétorique de changement de régime, mais ce messianisme ne correspond pas aux problèmes du terrorisme ni à ceux de la déliquescence des Etats. L'auteur oublie toutefois ici de mentionner le fait que

les changements de régime les plus réussis ces dernières années sont le fruit des politiques européennes : en effet, la Turquie a considérablement évolué vers la démocratie ces dix dernières années du fait de l'attraction européenne. On pourrait en dire de même, à un degré plus ou moins fort, sur les Balkans, l'Ukraine ou la Moldavie, sans même parler de l'élargissement, grand succès de l'Europe.

Acteur stratégique, l'Europe est aussi en passe de devenir un acteur militaire de premier plan. Longtemps, l'OTAN a eu pour principale mission de servir de « parapluie américain » pour l'Europe de l'Ouest. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, et la situation s'est renversée au point que les Etats-Unis ont davantage besoin de l'Alliance que l'Europe. L'OTAN s'est certes trouvée de nouvelles missions, notamment lors des guerres de succession yougoslaves, mais sa mission première a bien disparu. Une nouvelle asymétrie s'est constituée : si les Etats-Unis ne peuvent se passer de l'Eurasie, en revanche, l'UE n'a pas un tel besoin des Amériques, du Nord ou du Sud. La vision « otano-centrée », qui a fait de Tony Blair le « Ministre des Affaires Etrangères de Bush » d'après le mot de Nelson Mandela, est de fait aujourd'hui concurrencée par d'autres vues. L'Irak a montré cette évolution quand les vues franco-allemandes ont convergé. Et si les 10 nouveaux entrants ne les ont pas suivis, ils ont soutenu le lancement de la Cour Pénale Internationale (résistant aux pressions de Washington) et du protocole de Kyoto. Ils convergent en outre sur la vision du conflit israélo-palestinien et sur les questions relatives au commerce transatlantique.

L'Europe de la Défense a connu de grands progrès ces cinq dernières années, sans qu'elle ait besoin de dépenser autant que les Etats-Unis. En effet, le budget de la défense américain a aussi une vertu redistributive, de régulation sociale, et s'avère irréformable si l'on prend en compte le puissant lobby militaro-industriel qui le défend. L'Europe doit plutôt définir son approche en partant de ses besoins de sécurité, c'est-à-dire de la capacité de déploiement extérieur et des moyens qui lui sont nécessaires. Actuellement, les opérations de maintien de la paix ne se font sous l'égide de l'Europe que dans les Balkans, mais celles-ci pourraient s'élargir, notamment sur le terrain africain. Par ailleurs, l'armement européen est potentiellement au niveau d'une superpuissance, puisque les quatre puissances (Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie) ne connaissent pas, ensemble, de carence stratégique majeure. La faiblesse de l'Europe réside davantage dans ses capacités de renseignements militaires, que ce soit par drones ou par satellites.

L'auteur avance enfin plusieurs modalités d'accès au statut de superpuissance : l'avènement de l'euro comme monnaie mondiale, un progrès technologique majeur, ou de manière plus problématique, un différend transatlantique sérieux. De manière toute aussi



probable, c'est en matière de défense que l'Europe sera contrainte de franchir un cap. Si les Etats-Unis et l'Europe gardent en commun une économie développée, une société démocratique et une proximité ethnique forte, ils différeront sur leurs intérêts et leurs ambitions eurasiennes.

*Pour un optimisme modéré*

En conclusion, beaucoup de choses doivent être retenues de ce livre, passionnant à plus d'un titre. Sans doute ne prend-il pas assez en compte la nécessité pour l'Europe de disposer de médias à sa mesure, susceptibles d'affirmer et de forger une perception européenne de la puissance.

Par ailleurs, l'auteur ne prend peut-être pas la mesure des problèmes économiques et sociaux actuels que rencontrent la France et l'Allemagne. Il est difficile de se proposer comme modèle au monde, alors que le « modèle rhénan » marque le pas. Cependant, il n'y a pas de déterminismes en la matière, et l'arrivée des pays d'Europe Centrale et Orientale à l'intérieur de la zone euro donnera certainement un peu plus de dynamisme à l'ensemble.

Enfin, l'importance qui est accordée à la Constitution dans le livre mérite certainement d'être nuancée par les enseignements de la démocratisation en Europe centrale : les pays comme la Pologne ou la Hongrie qui ont adopté une Constitution plus tardivement que leurs voisins n'en ont pas moins continué à avancer avec succès. Plus que d'une Constitution, c'est d'ambitions communes que l'Europe a besoin ; et le fait que la grande majorité des citoyens de l'UE soutienne les progrès en matière de politique étrangère montre la voie à suivre.

Florent Parmentier  
Analyste politique pour Euro-Power